



Le « contrôle des dépenses militaires »: Ce que nous coûte l'OTAN

L'art de la guerre

Par [Manlio Dinucci](#)

Mondialisation.ca, 10 avril 2014

ilmanifesto.it

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Pendant que dans la « spending review »^[1] le gouvernement promet une réduction de 300-500 millions d'euros dans le budget de la défense –sans rien dire apparemment du F-35-, l'Italie est en train d'assumer dans l'OTAN des engagements croissants qui amènent une augmentation inévitable de la dépense militaire, directe et indirecte.

L'OTAN ne connaît pas de crise. Arrivée à son 65^{ème} anniversaire après une vie aisée dans laquelle elle a dépensé des dizaines de milliers de milliards de dollars en forces armées, armes et guerres, elle est en train de se construire un nouveau quartier général à Bruxelles. Le coût prévu, 460 millions d'euros, a presque triplé en grimant à 1,3 milliards et continue à augmenter. L'OTAN n'est cependant pas regardante à la dépense pour donner à son staff central de 4mille fonctionnaires un siège luxueux, doté des technologies les plus avancées.

La même chose a été faite en Italie, en transférant il y a un peu plus d'un an le Commandement interforces (Jfc Naples) de Bagnoli à Lago Patria (Campanie), où avec une dépense d'environ 200 millions d'euros a été construit un nouveau siège pour un staff de 2500 militaires et civils. Aux ordres de l'amiral étasunien Bruce Clingan –en même temps commandant des Forces navales USA en Europe, des Forces navales USA pour l'Afrique et des Forces conjointes alliées- lui-même aux ordres du Commandant suprême allié en Europe, Philip Breedlove, un général étasunien nommé comme il est de règle par le président des Etats-Unis.

Ces dépenses ne sont que la pointe de l'iceberg d'un colossal débours d'argent public, payé par les citoyens des pays de l'Alliance. On y trouve avant tout la dépense inscrite dans les budgets de la défense des 28 Etats membres qui, selon les données OTAN de février 2014, dépasse au total les 1000 milliards de dollars annuels, dont plus de 70% (735 milliards) dépensés par les Etats-Unis. La dépense militaire OTAN, équivalente à environ 60% de celle mondiale, a augmenté en termes réels (net d'inflation) de plus de 40% de l'an 2000 à aujourd'hui.

La nécessité de garder une dépense militaire élevée est imposée à l'Italie non pas par de réelles exigences défensives, mais par le fait d'appartenir à une alliance qui, le pacte atlantique étant transgressé, a démoli par la guerre la Yougoslavie et la Libye, a occupé l'Afghanistan, prépare d'autres guerres au Moyen-Orient et plus loin, et s'est étendue de plus en plus à l'est en provoquant un nouvel affrontement avec la Russie. Sous la pression des Etats-Unis, dont la dépense militaire équivaut à 4,5% du Produit intérieur brut (pil), les

alliés se sont engagés en 2006 à destiner au minimum 2% de leur pil au budget de la défense. Jusqu'à présent, en plus des USA, seules la Grande-Bretagne, la Grèce et l'Estonie l'ont fait.

L'engagement de l'Italie à porter la dépense militaire à 2% du pil a été souscrit en 2006 par le gouvernement Prodi. Selon les données de l'OTAN, cette dépense se monte aujourd'hui à 20,6 milliards d'euros annuels, équivalents à plus de 56 millions d'euros par jour. Ce chiffre, précise-t-on dans le budget, ne comprend cependant pas différents autres postes. En réalité, selon les calculs du Sipri, la dépense militaire italienne (au dixième rang mondial) se monte à environ 26 milliards d'euros annuels, équivalents à 70 millions par jour. En adoptant le principe du 2%, celui-ci grimperait à plus de 100 millions par jour.

Aux plus de 1000 milliards de dollars annuels inscrits dans les 28 budgets de la défense, s'ajoutent les « contributions » que les alliés versent pour le « fonctionnement de l'OTAN et le développement de ses activités ». Il s'agit pour la plus grande partie de « contributions indirectes », comme les dépenses pour les « opérations et missions sous conduite OTAN ». Ainsi les nombreux millions d'euros dépensés pour faire participer les forces armées italiennes aux opérations guerrières OTAN dans les Balkans, en Libye et en Afghanistan constituent une « contribution indirecte » au budget de l'Alliance.

Il y a ensuite les « contributions indirectes », distribuées en trois budgets distincts. Le « civil », qui avec des fonds fournis par les ministères des affaires étrangères couvre les dépenses pour le staff des quartiers généraux. Le « militaire », composé de plus de 50 budgets séparés, qui couvre les coûts opérationnels et d'entretien de la structure militaire internationale. Et celui d' « investissement pour la sécurité », qui sert à financer la construction des quartiers généraux (à Bruxelles et ailleurs), les systèmes satellitaires de communication et de renseignement, la création de pistes et de quais et la fourniture de carburant pour les forces engagées dans des opérations guerrières.

Environ 22% des « contributions directes » sont fournis par les Etats-Unis, 14% par l'Allemagne, et 11% (chacune) par la Grande-Bretagne et la France. L'Italie contribue pour environ 8,7% : quota non négligeable, de l'ordre de centaines de millions d'euros annuels. Divers autres postes sont cachés dans les plis des budgets. Par exemple, l'Italie a participé à la dépense pour le nouveau quartier général de Lago Patria à la fois avec sa quote-part du coût de construction, et avec le « fond pour les zones sous-utilisées » ainsi qu'avec une affectation de la Province, pour un montant estimé à environ 25 millions d'euros (alors que l'argent manque pour reconstruire L'Aquila). Top secret sur la contribution italienne actuelle à l'entretien des bases USA en Italie, quantifié la dernière fois en 2002 d'un ordre de 41% pour un montant de 366 millions de dollars annuels sous diverses formes : locations gratuites, réductions fiscales, coûts réduits des fournitures énergétiques et autres services. Ce chiffre est sans aucun doute aujourd'hui largement supérieur.

On continue ainsi à jeter dans un puits sans fond d'énormes quantités d'argent public, qui seraient essentielles pour intervenir en faveur de l'emploi, des services sociaux et des zones sinistrées par les tremblements de terre. Et les coupes de 6,6 milliards, prévues pour 2014, pourraient être évitées en coupant ce qu'on dépense dans le militaire en trois mois.

Manlio Dinucci

Edition de mardi 8 avril 2014 de *il manifesto*

<http://ilmanifesto.it/quanto-ci-costa-il-def-della-nato/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

[1] « réduction de la dépense », en anglais dans le texte (du gouvernement italien)...

La source originale de cet article est ilmanifesto.it

Copyright © [Manlio Dinucci](http://ilmanifesto.it), ilmanifesto.it, 2014

Articles Par : [Manlio Dinucci](http://ilmanifesto.it)

A propos :

Manlio Dinucci est géographe et journaliste. Il a une chronique hebdomadaire "L'art de la guerre" au quotidien italien il manifesto. Parmi ses derniers livres: Geocommunity (en trois tomes) Ed. Zanichelli 2013; Geolaboratorio, Ed. Zanichelli 2014; Se dici guerra..., Ed. Kappa Vu 2014.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca